

donneront naissance en général deviendront sans doute un facteur déterminant de croissance et de développement partout dans le monde. L'impact sera particulièrement important pour les pays en développement puisque la nouvelle technologie permettra à la fois d'économiser le travail, l'énergie et les matières premières et qu'elle aggravera, par conséquent, les termes déjà affaiblissants de leur échange. L'accès restreint à la technologie et aux mouvements de capitaux inhérent à une politique naissante à l'égard des industries de service stratégiques augmentera inévitablement la disparité déjà importante qu'on observe dans les taux de croissance entre les NPI asiatiques axés sur le libre-échange et d'autres PVD et, en fait, parmi les pays industrialisés.

La négociation du commerce et des services au sein du GATT obligera les participants à s'attaquer à des questions extrêmement contentieuses touchant non seulement les pays en développement mais également les pays du monde industrialisé. Comme les services sont partout réglementés à divers degrés par les pouvoirs publics (bien que ce soit moins que tous les autres aux Etats-Unis), ils empiètent directement sur les délicates questions de souveraineté nationale et, au fond, sur les vues fondamentalement différentes du rôle de l'Etat. Il vaut cependant la peine de répéter que les choix auxquels les gouvernements sont confrontés ne se situent pas entre une négociation au GATT et une non-négociation, mais plutôt entre l'établissement de règles de conduite multilatérales sur le mouvement des services - et